

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE Erstein

35 route de Strasbourg
67270 HOCHFELDEN

Code AIOT : 0006700496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges Besse - 67150 ERSTEIN.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le contexte de plaintes réitérées du voisinage incommodé, des prescriptions ont été prises en vue de limiter les émissions sonores et l'envol de poussières et de follicules.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges Besse - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0006700496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, le séchage, le stockage et le conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Sécurité/sûreté

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 25/09/1986, article 17	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
2	Réduction de la nuisance sonore	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note, une fois de plus, l'envol de poussières. Ces constats constituent une non-conformité aux dispositions de l'article 17 (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986, mais aussi le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/02/2023.

Des nouvelles sanctions administratives sont ainsi proposées au préfet, au regard de la récidive.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/1986, article 17
Thèmes : Risques chroniques, pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors des visites d'inspection du 18/01/2023 et du 10/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2023
Prescription contrôlée : <p>« Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites. »</p>
Constats : <p>Lors des précédentes visites de contrôles de l'inspection en date du 18/01/2023, du 06/02/2023 et du 10/10/2024, l'inspection avait constaté des émissions importantes de poussières et de follicules, pouvant gêner les voisinages proches.</p> <p>Une non-conformité aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986 ayant été relevée, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 13/02/2023 de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986.</p> <p>Lors du contrôle du 10/10/2024, au niveau du poste de chargement/déchargement de maïs, l'inspection constate des émissions importantes de poussières et de follicules par les installations. Au niveau du poste de chargement de la semi-remorque, aucun dispositif pour limiter l'envol de poussières et de follicules n'a été mis en place par l'exploitant. En fonction de la direction du vent, les poussières et les follicules sont susceptibles de se déposer sur les propriétés voisines, notamment sur les terrasses des riverains. Ces dépôts de poussières constituent une gêne pour les riverains. Cette non-conformité aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986, mais aussi le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/02/2023 a été sanctionné par une amende administrative de 5 000 €, par arrêté préfectorale du 18/11/2024.</p> <p>Lors du contrôle du 11/02/2026, au niveau du local de réception de poussières, l'inspection constate des émissions importantes de poussières par les installations.</p> <p>L'exploitant évacue les poussières de maïs qui arrivent dans ce local, avec un chargeur sur pneus vers une benne positionnée à proximité. L'opération de vidange du godet dans la benne est source d'importants nuages de poussières.</p> <p>En fonction de la direction du vent, ces poussières, très fines sont très volatiles et de fait sont susceptibles de se déposer sur les propriétés voisines, notamment sur les terrasses des riverains. Ces dépôts de poussières constituent une gêne pour les riverains.</p> <p>Interrogé par l'exploitant sur la présence de trappes de vidange dans ce local à poussières, l'exploitant répond que ce local a été conçu initialement pour accueillir une benne à l'intérieur du local, et ainsi s'affranchir de l'opération de vidange manuel avec un chargeur. L'inspection note que ce local peut être fermé par un rideau métallique rendant ainsi le local clos lors du</p>

<p>nettoyage du maïs.</p> <p>L'exploitant s'engage à vider au plus vite, sous 48 heures, le reste de poussières encore présentes dans le local et revenir à un procédé de vidange, comme prévu initialement, avec une benne à l'intérieur du local.</p> <p>L'inspection note, une fois de plus, cette non-conformité aux dispositions de l'article 17 (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986, mais aussi le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/02/2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit trouver les moyens techniques permettant de réduire les émissions de poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suite : Amende</p>

N° 2 : Réduction de la nuisance sonores

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.2</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, Réduction de la nuisance sonores</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors des visites d'inspection du 28/11/2023 et du 21/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 19/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant réalise d'ici le 30/10/2023, les diagnostics et travaux utiles à la réduction de la nuisance mise en évidence par le rapport susvisé de mesures acoustiques : émergence nocturne supérieure à 3 dB(A) dans un spectre dominé par les basses fréquences, dans la propriété d'un tiers voisin, en zone résidentielle. Deux campagnes de mesures acoustiques sont réalisées pour vérifier l'efficacité des travaux menés en termes de réduction d'émergence ainsi que la conformité aux dispositions corrigées de l'article 57 de l'arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la première lors de la campagne de séchage d'automne (maïs) ; • la seconde lors de la prochaine campagne de séchage d'été (tournesol). <p>Ces campagnes sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations dont les rapports de mesures rendent compte. Les rapports sont adressés à l'inspection des installations classées dès leur parution. Ils sont accompagnés de commentaires de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le fait est explicitement signalé dans le commentaire ; • la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ; • les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en terme de délais. »

Constats :

Lors de l'inspection, il a été relevé que le chargeur et le chariot élévateur étaient équipés d'avertisseur sonore de recul par bip. Ce bip de recul est source de nuisances sonores supplémentaires pour le voisinage et peut être remplacé par un avertisseur ronfleur de type "cri du lynx" et lumineux à feux à éclat, sans compromettre la sécurité des salariés.

L'exploitant prend bonne note de cette suggestion et va en aviser le service maintenance concerné.

Type de suite proposée : Sans suite

ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 11/02/2026
Constat 1



